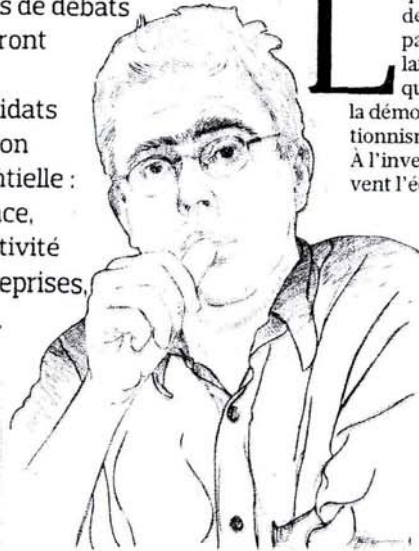


Nicolas Bouzou

directeur-fondateur
sterès* énumère
sujets de débats
devront
rder
candidats
lection
identifiée :
issance,
pétitivité
entreprises,
pe...



DESSINS DOBRITZ

Une campagne qui commence mal

Le débat économique qui s'ouvre, à dix mois de l'élection présidentielle, passe pour l'heure largement à côté des vraies questions. On évoque la démondialisation, le protectionnisme, le blocage des prix... À l'inverse, les voix qui promeuvent l'économie de la production sont encore insuffisamment audibles, couvertes par les vociférations des démagogues (concentrés à l'extrême droite et à l'extrême gauche), les niâseries des optimistes et les criailllements des indignés. Pourtant, au regard de la crise extrêmement grave qui frappe

certains pays de la zone euro, au premier rang desquels la Grèce, il existe un « cercle de la raison » qui impose, à défaut de ne promettre que du sang et des larmes, au moins d'expliquer aux Français qu'un cauchemar à la grecque peut devenir réalité si l'on n'accepte pas un certain nombre de changements aussi brutaux que nécessaires.

L'économie française dispose des ressources qui peuvent lui permettre de se reprendre, à l'image de ce qu'ont fait les Allemands ces dix

années. Mais elle a aussi suffisamment perdu en compétitivité pour se retrouver dans la pire des situations en moins de cinq ans, c'est-à-dire

une situation où la faiblesse de la croissance conjuguée à une dette publique trop élevée mettront les pouvoirs publics en situation de rupture de trésorerie. À ce moment-là, les Français n'auront plus que leurs yeux pour pleurer (et les pourfendeurs des Cassandre n'auront qu'à s'expliquer).

Qui osera dire qu'une hausse des impôts sera de toute façon insuffisante pour réduire nos déficits et que nous devons freiner notre dépense sociale ?

Parmi les sujets de débats à mettre urgemment sur la table, la croissance : si l'on veut davantage d'activité économique en France, prérequis absolu pour une baisse durable du chômage et une augmentation des recettes fiscales, il faut renforcer notre compétitivité et celle de nos PME. Qui osera dire que la dépense publique doit être massivement réorientée vers les investissements et que la fiscalité doit davantage peser sur les ménages plutôt que sur les entreprises ?

Deuxième sujet : les finances publiques. Qui osera dire qu'une hausse des impôts sera de toute façon insuffisante pour réduire nos déficits et que nous devons freiner notre dépense sociale, ce qui passe par un allongement de la durée de cotisations en matière de retraite et une focalisation des dispositifs publics de couverture maladie sur les affections de longue durée ? Troisième sujet :

l'Europe. Qui osera dire que l'alternative pour les pays de la zone euro est simple : soit une intégration économique plus poussée, avec des transferts de souveraineté, en particulier en matière de finance publique, soit un éclatement de la zone euro. Quatrième sujet : l'éducation. Qui osera dire que la cohésion sociale émane dans une économie moderne d'un système éducatif performant, beaucoup plus que d'une redistribution par l'impôt qui coure après des inégalités qu'elle ne rattrape jamais ? Cinquième sujet : le logement. Qui osera dire qu'il faut cesser de distribuer des aides à l'accession et, au contraire, construire beaucoup plus, c'est-à-dire essentiellement densifier nos villes, et tant pis pour ceux qui restent dans la nostalgie sépia des bourgades pavillonnaires de banlieue ?

Celle ou celui des candidats qui ne traitera pas le débat comme tel commettra une faute éthique. Mais, plus encore, élu (e), il ou elle se retrouvera face à des difficultés immenses, incapables de les traiter, l'opinion publique ayant été flouée et non pas préparée. Car une chose est sûre, en mai 2012, la dette publique, les créanciers de l'État français, les pays émergents qui tapent à coups de burin dans nos États providence, les Allemands qui nous concurrencent seront toujours là. * Cabinet d'analyse économique et de conseil. Nicolas Bouzou est aussi membre du Conseil d'analyse de la société.

LE GRAND JURY **RTL** **LE FIGARO** **LCI**

PARLEREM DÉSIR

PRÉSIDENT DU PARTI SOCIALISTE

AN-MICHEL APHATIE - RTL / YVES THÉARD - LE FIGARO / ERIC REVEL - LCI

RTL

DIMANCHE 3 JUILLET À 18H30